



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Menaces sur l'audiovisuel public !

Dimanche 12 mai, les syndicats de Radio France appelaient à la grève pour la **défense de la liberté d'expression** après l'éviction de l'humoriste **Guillaume Meurice** à cause d'un jeu de mots, certes discutable, sur Netanyahu. Mais l'arbre de l'affaire Meurice n'est qu'un symptôme et ne doit pas cacher la forêt des manœuvres du pouvoir pour mettre au pas l'audiovisuel public :

- Projet de refonte de la grille des programmes de France Inter : certaines émissions emblématiques disparaîtraient ou devraient modifier leur format ou leur ligne éditoriale (en particulier celles qui traitent de l'écologie ou des luttes sociales).

- Projet de « réforme » de l'audiovisuel public : après la suppression de la redevance audiovisuelle en 2022, asséchant les ressources propres du Service Public, la logique de casse s'amplifie. Reprenant en l'aggravant une proposition de la droite sénatoriale, le projet de loi prévoit de regrouper toutes les sociétés de l'audiovisuel public dans une holding au 1^{er} janvier 2025 avant de passer à leur fusion au 1^{er} janvier 2026.

Alors qu'une grande partie des médias sont déjà entre les mains de 5 milliardaires (Bolloré, Pinault, Saadé, Drahi, Niel), les projets du pouvoir sont lourds de menaces pour le pluralisme et la création. Le combat des syndicats de l'audiovisuel public est un combat pour la démocratie

FORUM EUROPE 2024 : Se rassembler pour une autre Europe, c'est possible !



Le 4 mai 2024 à Paris, s'est tenu un Forum-débat pluraliste : « *L'Europe, parlons-en !* » Un succès politique montrant que le débat pour l'Europe était possible à l'initiative de la NUPES tout entière.

Environ 150 personnes ont participé, venant de EELV, Génération.s, LFI, PCF, PS, et d'autres composantes (Alternative communiste, ENSEMBLE !, GDS, ND, NPA-A, PEPS) agissant pour une alternative de gauche antilibérale et écologiste. Le but était aussi de croiser la réflexion politique avec les apports associatifs, syndicaux, intellectuels. L'Europe doit être

refondée, elle a produit des drames sociaux et le démantèlement des services publics causés par les Traités néolibéraux que nous avons combattus. Mais de nouveaux défis surgissent : les guerres, les reculs écologiques, la montée des extrêmes-droite. Une méthode de travail s'est esquissée pour « *une alternative progressiste* ». Nous avons insisté sur l'ouverture au monde et aux migrations, et la nécessité de donner du sens aux exigences et aux luttes.

Démonstration est faite qu'il est possible d'aborder les divergences de manière respectueuse, et non pas à coup d'aboiements sur les réseaux sociaux. Il a été démontré que la NUPES avait un socle commun. Pourquoi alors ne pas avoir réussi à bâtir un pôle offensif pour combattre à la fois la macronie et la montée du RN ? Parce que les directions nationales priorisent avant tout leurs appareils au détriment de l'intérêt commun.

Dépasser ces crispations sera tout l'enjeu des débats à venir. Cela nécessite de déterminer les priorités dans des contextes que tout le monde décrit comme potentiellement tragiques.

ENSEMBLE !, notre mouvement politique peut-être une force de proposition, en association avec d'autres, avec les collectifs citoyens, avec celles et ceux aspirant à une « *alternative anticapitaliste* ». Une nouvelle page peut s'ouvrir. Organisons des assemblées unitaires de débat ! D'ici au 9 juin reproduisons ce type d'initiatives dans d'autres villes.

INITIATIVE CITOYENNE : « My Voice My Choice »

La commission européenne a enregistré le 10 avril l'initiative citoyenne européenne « My Voice My Choice » pour un avortement sans danger et accessible, qui réclame un soutien financier à l'UE en faveur de l'IVG. Son but : fournir la possibilité concrète à toute femme d'un des pays membres de pouvoir recourir à l'IVG, quelle que soit sa situation.

On le sait, tant que le droit à l'IVG ne figurera pas dans la Charte des Droits Fondamentaux, chaque pays pourra continuer à mettre toutes les entraves possibles à ce droit des femmes à disposer de leur corps. Mais sans attendre, ce droit doit pouvoir s'appliquer grâce aux Pays de l'Union où il existe déjà. L'UE interviendrait alors en soutenant financièrement son exercice.

La collecte de soutiens a démarré officiellement le 24 avril. Elle doit, dans un délai de 6 mois, recueillir **1 million de signatures dans au moins 7 États** membres différents pour obliger la Commission à réagir sur le fonds à la demande dans le délai d'un an. A ce jour, la Slovénie et la Finlande ont déjà plus que dépassé, explosé leur quota de soutiens enregistrables. **La France n'en a recueilli que 36,47%**. Mettons le turbo, [faisons connaître](#), [faisons signer](#), [utilisons tous moyens à disposition](#), [QR code ou signature papier](#), rendons l'Europe des Droits des Femmes désirable ! Nous contribuerons aussi à limiter l'abstention, et à faire la nique aux extrêmes-droites et autres gouvernements autoritaires.

Cette possibilité d'intervention des citoyen·nes* nous réjouit. Elle montre le besoin que la clause de la citoyenne européenne la plus favorisée soit revendiquée par les listes des gauches européennes lors de ces prochaines élections.

**Institué par le traité de Lisbonne, lancé en 2012 officiellement, ce processus a déjà été utilisé par 111 initiatives citoyennes)*



RAFAH – Qui peut arrêter Netanyahu dans les massacres de Palestiniens ?

Depuis le 7 mai, l'Est de Rafah est bombardé de façon continue sans que les massacres ne cessent sur les autres parties de l'enclave de Gaza. L'armée israélienne avait bien ordonné l'évacuation de ces dernières vers Rafah prétextant "la mise en sécurité" des civils. Un accord de cessez-le-feu humanitaire a pourtant bien été accepté plusieurs heures auparavant par le Hamas. Mais rien n'y fait. Netanyahu poursuit son projet de nouvelle Nakba, de nettoyage ethnique, de processus génocidaire.

Le 7 mai, Israël a pris possession d'une bande de terrain connue sous le nom de "corridor de Philadelphie" située à la frontière entre l'Égypte et l'enclave de Gaza ainsi que du passage de Rafah où il y fait flotter son drapeau au mépris des accords de 1979 avec le Caire. Le dirigeant égyptien al-Sissi restera-t-il les bras croisés face à la provocation israélienne et au mécontentement de sa population solidaire avec les Gazouïes ?

L'armée israélienne a détruit des camions d'aide humanitaire, massacré des familles, en a déplacé d'autres vers nulle part, les jetant dans l'effroi et l'abîme sur les chemins de la mort.

Près de 1 300 000 personnes ayant trouvé refuge à Rafah, s'y trouvent complètement piégées...

Joe Biden annonce un arrêt de livraisons d'armes offensives à Israël en cas d'intervention militaire massive à Rafah. Ce dernier s'en inquiète-t-il vraiment ? Qui peut croire ce jeu de dupes ? Quelle hypocrisie ! Que ne l'a-t-il fait depuis des semaines, alors qu'un pont aérien de fourniture d'armes des Etats-Unis vers Israël est établi depuis le 7 octobre ! En fait, il semble que les E-U ne s'opposeraient pas à une occupation progressive de Rafah dans le but illusoire d'éradiquer le Hamas.

Les dirigeants occidentaux font des déclarations, l'Union Européenne s'agite, mais aucune action n'est entreprise pour arrêter Netanyahu dans sa folie meurtrière. Le pire est à craindre.

Mais le peuple palestinien n'est pas seul. Les peuples du monde avec leur jeunesse se mobilisent. Sa cause est devenue universelle.

Ensemble! reste mobilisé pour un soutien total au peuple palestinien de Rafah, de Gaza et de toute la Palestine.

Equipe d'Animation de la commission Israël / Palestine

CAMPUS AMÉRICAINS : l'offensive israélienne à Gaza perd des soutiens.

Biden a annoncé le 8 mai qu'il n'enverrait pas d'armes à Israël pour une offensive à Rafah, tout en maintenant l'aide à la « défense » (par exemple le « dôme de fer » anti-missiles), si une attaque majeure a lieu à Rafah. La stratégie américaine au Moyen Orient ne s'appuie pas seulement sur Israël, mais aussi sur ses alliés arabes (Arabie saoudite, Égypte, Jordanie, Maroc), plus exposés aux revendications pro-palestiniennes. Pèse aussi la montée d'opinions défavorables au soutien à Netanyahu aux USA mêmes.

Après sept mois d'images des massacres à Gaza, le public, tout en réprouvant massivement les méthodes de l'expédition dirigée par le Hamas le 7 octobre, prend ses distances vis-à-vis de la politique de Biden. Les sommes versées par les Etats-Unis pour l'armement d'Israël sont telles que certains parlent de guerre conjointe américano-israélienne. Cette dépense militaire pèse sur le budget et les contribuables. D'après un sondage d'ABC News fin avril, 40 % des sondés pensent que les Etats-Unis font trop pour soutenir Israël, et la tendance montre que cette opposition a tendance à croître, notamment parmi les jeunes et autres électeurs potentiels de Biden.

Cette réticence large s'est exprimée sur les campus américains, déchaînant des calomnies de la part des élus trumpistes et des alliés démocrates de Netanyahu, qui accusent les protestataires d'être antisémites et manipulés par des non-étudiants. Une cinquantaine d'universités sont affectées et certaines ont été l'objet d'interventions policières, notamment contre les « campements », villages de tentes, pacifiques et pro-palestiniens, conduisant à trois types d'incidents : les campeurs sont arrêtés par la police au prétexte qu'ils gênent les cours et cérémonies de fin d'année (exemple, Columbia à New York) ; ils sont attaqués par des groupes masqués se déclarant pro-israéliens, la police prenant son temps pour intervenir (UCLA, à Los Angeles) ; ou ils négocient un compromis avec l'administration qui débouchent sur des débats.

Quelques épisodes antisémites ont eu lieu, mais ils sont immédiatement condamnés par les protestataires. Ce sont parfois des provocations. Dans un cas, à Northeastern University, à Boston, une vidéo montre un manifestant pro-israélien criant « Tuez les juifs », pour déclencher l'intervention policière. Le mouvement a loin d'avoir l'ampleur du mouvement contre la guerre du Vietnam à son apogée (1970), mais il a des ressemblances avec les débuts de ce mouvement (1965). L'immense majorité des participants souhaite un « cessez-le-feu immédiat », une « Palestine libre » (un Etat indépendant), mais il existe des débats sur les tactiques, le port du keffieh ou du voile islamique par solidarité ou pour se cacher, ou autour de mots d'ordre ambigus ou qui éloignent de la question centrale.

Parmi les organisations les plus visibles, « **Etudiants pour la Justice en Palestine** » se distingue : lancée par des Américains d'origine palestinienne, arabe, ou de pays à majorité musulmane (iranien, pakistanais) et rejointes par d'autres jeunes épris de paix et d'égalité. Plusieurs organisations comme la « **Voix juive pour la Paix** » et « **Si Pas Maintenant, Quand** », jouent un rôle important au nom de valeurs de la culture juive (voir « [Les juifs et juives aux États-Unis à l'heure de la guerre à Gaza. Entretien avec Warren Montag](#) », *Contretemps* n° 61, avril 2024).



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

